L'école professionnelle et ménagère de jeunes filles de Genève (1897-1927) : histoire d'une institution [Philippe Barras]

Autor(en): **Bourquin, Jean-Christophe**

Objekttyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire**

Band (Jahr): **3 (1996)**

Heft 1

PDF erstellt am: **27.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

PHILIPPE BARRAS
L'ECOLE PROFESSIONNELLE ET MÉNAGÈRE DE JEUNES FILLES DE GENÈVE (1897–1927).
HISTOIRE D'UNE INSTITUTION
SOCIÉTÉ D'HISTOIRE ET D'ARCHÉOLOGIE DE GENÈVE, GENÈVE 1994, 127 P., FS 18.–

Ce mémoire de licence fait d'une manière sérieuse et exhaustive l'histoire de l'Ecole professionnelle et ménagère de jeunes filles de Genève, de sa fondation en 1897 au changement de ses structures en 1927.

Il décrit tout d'abord les conditions sociales, politiques et économiques qui expliquent la naissance de cette école: la situation du marché du travail féminin, celle de la formation professionnelle des femmes, les pressions féministes pour une meilleure formation et leur accueil tout à fait positif dans des couches dirigeantes genevoises qui placent, selon la tradition radicale, la formation professionnelle au cœur de la réussite économique et sociale de leur ville et de ses citoyens.

L'organisation proprement dite de l'école, ses différentes sections, son corps enseignant, ses élèves et leur évolution au fil du temps font l'objet de la seconde partie, plus descriptive.

La troisième partie tente de cerner «l'idéologie» de l'Ecole professionnelle, en analysant quelles normes sont transmises par son enseignement et au nom de quelle vision de la femme et de sa place dans la société.

Si les deux premières parties révèlent un travail d'historien approfondi et solidement fondé, la troisième, sans aucun doute plus délicate, pose, par contre, un certain nombre de problèmes.

Tout se passe comme si Barras avait utilisé, pour analyser les catégories de l'entendement des féministes bourgeoises de la fin du siècle passé, les catégories de l'entendement des bourgeoises féministes de la fin de *notre* siècle. Il n'est pas possible d'envisager le travail des femmes hors de leur domicile comme une «promotion sociale», que l'on découragerait en poussant les femmes du peuple à rester chez elles (p. 82): une promotion ne peut s'entendre que dans une société donnée et en fonction de rapports de domination historiquement déterminables. En l'occurrence, les femmes des fractions dominantes de la société genevoise ne sont pas insérées dans la production industrielle ou artisanale, au contraire des femmes du peuple, comme le montre la remarquable enquête des féministes genevoises, citée en début de texte (p. 11). Dans ces conditions, rentrer à la maison, être femme au foyer, constitue bien une promotion sociale. Le monde ouvrier refuse le travail des femmes parce qu'elles font baisser le niveau des salaires (p. 85). Le lecteur d'aujourd'hui ne peut s'empêcher de percevoir cette attitude comme une forme d'égoïsme machiste, mais il faudrait s'interroger sur les motivations sociales d'un telle attitude. Le travail en fabrique, à la fin du siècle passé, est probablement moins pénible qu'aux débuts de l'industrialisation, mais l'exploitation y est toujours la règle et on veut l'éviter aux femmes, pour des motifs qu'il conviendrait sans doute d'analyser. L'idéal de la femme à la maison ne saurait dès lors être décrit comme un idéal «bourgeois», mais bien comme un idéal social, d'autant plus largement partagé que le travail (et le double travail, puisqu'elles ont, de toute manière, la charge de leur ménage) des femmes du peuple est la règle.

Plus loin, Barras présente (p. 101) l'alcoolisme comme un «terrible fléau social qui faisait trembler tout bourgeois digne de ce nom» et cite ensuite: «Brûlé par cette eau de feu, incapable physiquement de résistance au travail et moralement déstabilisé, l'ouvrier alcoolique erre d'atelier en atelier», etc. Ce n'est pas

parce que les termes utilisés nous semblent aujourd'hui ridicules, que ce problème n'existait pas ou était ridicule. L'alcoolisme dans les classes populaires *est* un fléau social, dont les effets sont connus des bourgeois, comme des militants ouvriers. Les motivations qui poussent les uns et les autres à vouloir l'éradiquer ne sont certes pas les mêmes, les bourgeois veulent la paix dans leurs usines, les ouvriers des militants efficaces, mais la cruelle réalité sociale du problème ne peut être ignorée ou relativisée. On pourrait en dire autant de la prostitution, combattue en fonction d'une morale (il resterait à déterminer si cette morale est «bourgeoise»), mais sur la base d'un constat réaliste: la misère et l'exploitation des prostituées.

En adoptant un point de vue marxiste un peu simpliste, qui fait de tout discours performatif des fractions dominantes un outil assurant la domination de la bourgeoisie sur le prolétariat, et en tombant à plusieurs reprises dans l'anachronisme psychologique, Barras gâche quelque peu la troisième partie d'un travail pionnier, dont la lecture doit pourtant être recommandée aux historiens de la formation professionnelle et de la condition féminine.

Jean-Christophe Bourquin (Lausanne)

BERTRAND MÜLLER (ÉD.)
MARC BLOCH, LUCIEN FEBVRE: CORRESPONDANCE
TOME I: LA NAISSANCE DES ANNALES 1928–1933
FAYARD, PARIS 1994, 550 P., FF 240.–

Lorsque l'on prend en main le premier tome de la correspondance de deux des figures les plus prestigieuses de l'historiographie française, soit 184 lettres conservées et rédigées entre 1928 et 1933, on se met à rêver. La politique financière de Poincaré en France, la mise «hors la loi» de la guerre à la Société des Nations, la première planification quinquennale de l'économie soviétique, le krach de Wall Street et la crise économique qui le suit, le plan Young, l'évacuation de la Rhénanie, la présence fasciste sur la scène politique italienne et la montée au pouvoir d'Hitler en Allemagne, tout ce que les cours d'histoire sur les bancs des écoles et des universités nous ont fait connaître, eux, les combattants pour une histoire économique nouvelle, ils l'ont vécu et l'on se saisit du livre, avide et certain que l'on va retrouver dans leurs échanges, la réflexion, le débat et les angoisses que d'autres contemporains – que l'on pense aux textes subjuguants de Raymond Aron – nous ont déjà légués.

Brisons là ce rêve. L'écriture se révèle en effet autre, fermée sur la sphère académique et la construction presque banale des numéros d'une revue qui peine à trouver ses abonnés et ses auteurs. Mauvais procès que celui-ci, dira-t-on, car l'on ne saurait oublier le projet novateur et l'importance de la stratégie des deux directeurs qui se donnent à voir dans la correspondance. Malgré l'humour qui permet bien souvent de suivre les échanges avec un certain plaisir, une question naïve vient se nicher dans le coin de la cervelle: on peut certes avoir envie de connaître par le menu la nature des échanges de deux intellectuels emblématiques, mais à quoi et à qui sert l'édition de cette correspondance?

Publication à scandale? Le «brûlot» que Braudel voyait dans cette correspondance et qui en a retardé la publication, tient à la férocité des jugements des deux directeurs – de Febvre surtout – à l'égard de leurs auteurs. Bertrand Müller n'en disconvient pas, mais persuadé de la nouveauté et de l'apport de la démarche des deux historiens, de l'esprit critique de